

PRIVATE BANKING DAY

PRESS REVIEW

Geneva, 10th June 2016

MEDIA REVIEW

15.06.2016

CONTENT

10.06.2016	AWP Informations Financières: Brexit et relations avec l'UE au coeur des préoccupations des banques privées.....	3
10.06.2016	20min.ch: J. de Watteville: «Il n'y aura pas de contingents».....	5
11.06.2016	24 heures: Le Brexit, une inquiétude pour les banquiers privés.....	7
13.06.2016	L'AGEFI: La nouvelle pièce du puzzle européen.....	8
13.06.2016	L'AGEFI: Le vote sur le Brexit décisif pour la place financière suisse.....	9
10.06.2016	Agéfi: Un regard inquiet vers le Royaume-Uni pour les financiers suisses.....	10
10.06.2016	Agéfi: Nouvelle option pour la surveillance des GFI.....	12
10.06.2016	Bilan: Une victoire du Brexit se traduirait par un afflux d'argent en Suisse.....	13
10.06.2016	borsaitaliana.it: Swiss bankers see flood of funds from Brexit win.....	14
10.06.2016	cash (CH): Schweiz-EU: Einseitige Schutzklausel laut De Watteville schlecht für Wirtschaft.....	15
13.06.2016	euractiv.de: Brexit: Schweizer Privatbanken hoffen auf Kapitalflut.....	17

10.06.2016	finanzen.ch: Schweiz-EU: Einseitige Schutzklausel laut De Watteville schlecht für Wirtschaft.....	19
11.06.2016	Le Temps: Les banquiers privés s'unissent pour l'accès au marché européen.....	21
11.06.2016	Le Temps (CH): L'argent pourrait affluer en Suisse en cas de victoire du Brexit.....	22
10.06.2016	romandie.com: Une clause unilatérale mauvaise pour l'économie (de Watteville).....	23
10.06.2016	swissinfo (ital.): Immigrazione: improbabile rapido accordo con Ue.....	25
10.06.2016	tio.ch: De Watteville: «La clausola unilaterale? Pessima per l'economia».....	26
11.06.2016	Tribune de Genève: Le Brexit, une inquiétude pour les banquiers privés.....	27

Brexit et relations avec l'UE au coeur des préoccupations des banques privées

10 June 2016 18:25

AWP Swiss News AWPSF French

© 2016, awp Finanznachrichten AG. All rights reserved. For further information see Genève

(awp) - Le risque de Brexit et l'accès au marché européen constituent les principales préoccupations qui occupent l'esprit des gestionnaires de fortune suisses. Ces deux thèmes ont fait l'objet de discussions nourries lors du premier Private Banking Day, à Genève. Une sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne (UE) pourrait handicaper les négociations entre les autorités suisses leurs homologues européennes, essentielles aux yeux des banques privées.

Les intervenants de ce premier rendez-vous se sont montrés plutôt mitigés quant à l'issue du vote de fin juin en Grande-Bretagne. "En cas de Brexit, les incertitudes et la volatilité vont augmenter. Ce sera très pénalisant pour les gérants de fortune", a averti Ariane de Rothschild, directrice générale (CEO) du groupe Edmond de Rothschild lors d'une table ronde.

D'autres ont clairement affiché leur inquiétude, à l'instar d'Ottmar Issing, ancien membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE). "Les gens ont perdu confiance en leurs dirigeants" a-t-il affirmé au cours de son allocution, expliquant que le scrutin britannique se jouera sur l'émotionnel.

Un "oui" au Brexit et les chamboulements qu'il provoquerait feraient passer les négociations entre la Suisse et l'UE au second plan, le partenaire européen se concentrant alors sur le dossier britannique. Or la Confédération est engagée dans une course contre la montre pour se munir d'ici février 2017 d'une loi d'application pour l'initiative dite "contre l'immigration de masse".

Faute d'accord, les autorités helvétiques se verraient obligées d'adopter une clause de sauvegarde unilatérale, qui risque d'être retoquée par Bruxelles et pourrait sonner le glas des bilatérales. Un tel scénario empêcherait tout accord sectoriel sur les services financiers: l'accès au marché communautaire serait alors bloqué et les activités transfrontalières, impossibles.

DIVERGENCES INTERNES

"Le risque de devoir transformer le modèle d'affaires et se tourner vers le "on shore" existe. Nous n'aurons pas le temps d'attendre", a expliqué Grégoire Bordier, associé de Bordier & Cie. Une telle délocalisation des activités de gestion de fortune dans des filiales à l'étranger pèserait sur l'emploi et les rentrées fiscales en Suisse, ont rappelé les intervenants à la table ronde.

Sans minimiser les difficultés, le Secrétaire d'Etat aux questions financières internationales Jacques de Watteville a relativisé les conséquences d'un Brexit. "Le 24 juin, la terre continuera de tourner. D'une manière ou d'une autre, on va s'adapter à la nouvelle situation".

La reconnaissance par les autorités européennes de la réglementation suisse en matière d'activités financières a également monopolisé les débats. M. de Watteville, qui conduit les négociations, a regretté que le secteur ne parle pas d'une même voix. Il a notamment évoqué le scepticisme des banques tournées vers le marché indigène, peu motivées à reprendre un droit européen plus contraignant.

Les gestionnaires indépendants freinent également des quatre fers et mènent un lobbying efficace aux Chambres fédérales. Parmi les solutions envisagées, l'accord global sur les services financiers constitue "la voie royale" pour Anne Héritier Lachat, ancienne présidente de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (Finma). "C'est une solution qui devra franchir beaucoup d'obstacles mais les

alternatives me paraissent plus compliquées", a-t-elle noté. La Suisse pourrait également conclure des accord bilatéraux avec certains pays ou obtenir l'équivalence de sa législation avec le droit européen.

La deuxième édition du Private Banking Day se tiendra en mai 2017 à Zurich.

fr/rp



Immigration de masse

10 juin 2016 15:48; Act: 10.06.2016 15:48

J. de Watteville: «Il n'y aura pas de contingents»

L'économie suisse souffrirait d'une clause de sauvegarde unilatérale pour appliquer le vote du 9 février.

En cas de Brexit, Jacques de Watteville a estimé vendredi devant les banquiers privés un accord cet été avec l'UE improbable.

A quelques semaines de son départ, le secrétaire d'Etat aux questions financières internationales, qui restera en charge des négociations avec l'UE, ne cache pas la difficulté de la situation. Un accès au marché financier européen resterait plus facile avec un accord global, conditionné à un accord institutionnel avec l'UE qui lui-même dépendra d'une résolution du blocage après le 9 février.

«Il n'y aura pas de contingents» dans la mise en oeuvre de l'initiative contre l'immigration de masse, a garanti le secrétaire d'Etat à Genève lors de la première Journée de la banque privée. L'objectif est de pouvoir atteindre une clause de sauvegarde négociée avec les Vingt-Huit d'ici l'application constitutionnelle début 2017.

Le projet de loi actuel du Conseil fédéral n'offre pas de sécurité juridique et ne met pas la Suisse «à l'abri de mesures de rétorsion pour l'économie» et de la remise en cause de certains accords. Le secrétaire d'Etat trouverait toutefois «paradoxal qu'au moment où on inaugure le tunnel du Gothard, on suspende l'accord sur le transit».

Davantage de volatilité

Une incertitude qui ne satisfait pas les banquiers privés dont certains ne garantissent pas de ne pas devoir recourir à des délocalisations. «Nous voulons conserver les places de travail, le savoir-faire et les rentrées fiscales» de ce secteur, affiche clairement Jacques de Watteville. Mais le débat jusqu'au vote du 23 juin en Grande-Bretagne perturbe les discussions.

Un Brexit accentuerait l'insécurité et pourrait avoir un impact sur le franc, met en garde le secrétaire d'Etat. Il augmenterait la volatilité pour des banques privées qui font face déjà à la difficulté pour les clients d'investir depuis début janvier, renchérit la présidente de la Banque Edmond de Rothschild, Ariane de Rothschild.

Et son groupe dispose de plusieurs entités en Europe pour contourner les restrictions à l'accès au marché. «Cela fonctionne mais c'est extrêmement lourd économiquement».

Selon l'associé chez Bordier, Grégoire Bordier, les banques suisses peuvent s'attendre à attirer davantage de fonds «à court terme» en raison de l'incertitude dans l'UE. D'autant plus que «les gens n'ont plus confiance dans leurs dirigeants» dans l'UE, estime l'ancien membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE) Otmar Issing.

1700 milliards de francs

Mais cette attractivité suisse liée au Brexit ne durera pas, ajoute M. Bordier. Pour autant, tous les acteurs estiment que la Suisse devrait conserver dans les prochaines années sa place de numéro un en termes de gestion de fortune. «Avec ou sans accord» avec l'UE, ajoute Jacques de Watteville.

Mais les banques doivent pouvoir «continuer à proposer sans restrictions» leurs prestations à l'étranger, selon le président de l'Association de Banques privées suisses (ABPS) Yves Mirabaud. Le vote contre

l'immigration de masse a «rendu incertaines les conditions pour la pratique de notre métier en Suisse même».

Les banquiers doivent resserrer les liens avec le monde politique. Mais la Suisse doit en retour améliorer la promotion de sa place financière à l'étranger, estime le président de l'Association de Banques suisses de gestion (ABG) et patron de Julius Baer Boris Collardi.

Cette première Journée de la banque privée était organisée par l'ABPS et l'ABG. La prochaine aura lieu en mai 2017 à Zurich. A elles deux, les deux associations totalisent 37 banques qui emploient 23'000 collaborateurs et gèrent 1700 milliards de francs.

(nxp/ats)



Autor: Roland Rossier

Auflage	61'117	Ex.
Reichweite	175'000	Leser
Erscheint	6 x woe	
Fläche	29'560	mm ²
Wert	5'200	CHF

Le Brexit, une inquiétude pour les banquiers privés

Si le Royaume-Uni devait quitter l'Europe, de nouvelles incertitudes pèseraient sur la place financière

Roland Rossier

Après des années de bras de fer avec les Etats-Unis et plusieurs pays européens, le calme était revenu au sein de la place financière helvétique. Ses établissements privés pouvaient enfin se consacrer davantage à développer des modèles d'affaires tenant compte de l'échange automatique d'informations à des fins fiscales. Avec deux dates butoir: le 1er janvier 2017 pour récolter les renseignements et le 1er janvier 2018 pour les échanger avec une quarantaine de pays.

Impact redouté sur le franc

Mais le vote britannique du 23 juin s'est invité au sein de la place financière. Hier à Genève, le Brexit était ainsi sur toutes les lèvres dans le cadre du premier Private Banking Day organisé conjointement par la nouvelle ABPS (Association de banques privées suisses) et l'ABG (Association de banques suisses de gestion).

Si des mouvements de fonds ou d'activités peuvent - dans un premier temps - migrer de Londres vers Zurich ou Genève, un Brexit représenterait à coup sûr une mauvaise nouvelle pour la Suisse et sa place bancaire dans un monde financier très interconnecté. «Cela pourrait accroître les incertitudes et déboucher sur un effet domino», a résumé Jacques de Watteville, secrétaire d'Etat -

jusqu'à la fin du mois - aux questions financières internationales, et négociateur en chef avec l'Union européenne. Le diplomate a évoqué la Suède et le Danemark. Il a aussi souligné «l'impact probable sur le franc», valeur refuge, même si «la Terre continuera de tourner le 24 juin», après le vote britannique.

Cinquième pays touché

Selon une enquête de l'agence de notation Standard & Poor's, la Suisse serait d'ailleurs le cinquième pays européen le plus impacté par le Brexit, après l'Irlande, Malte, le Luxembourg et Chypre. Une possible contagion «europhe» introduirait des incertitudes chez de nombreux clients, sans savoir lesquels pourraient décider de faire gérer leurs fonds en Suisse.

Président de l'ABPS, Yves Mirabaud a rappelé de son côté que, en 2014, «les avoirs étrangers gé-

rés depuis la Suisse s'élevaient à quelque 2400 milliards de francs, dont 40% provenant de l'Union européenne». La Suisse reste très liée à l'Europe. Jacques de Watteville a ainsi rappelé que «pour la Suisse, l'Europe est vitale mais, pour l'Europe, la Suisse n'est pas vitale».

Par ailleurs, la cherté du franc pèse déjà sur cette branche «exportatrice» qu'est la banque puisque les 37 établissements des deux associations supportent des salaires en francs, alors qu'ils engrangent une partie de leurs revenus dans d'autres monnaies. Sans compter que 14 500 des 23 000 collaborateurs de l'ABPS et l'ABG se trouvent en Suisse. Les taux négatifs pratiqués par la BNS représentent aussi un handicap pour ces établissements particulièrement représentés à Genève.

Tourmente britannique en Bourse

Les Bourses européennes ont terminé en forte chute vendredi - abandonnant entre 2 et plus de 3% selon les places - dans un contexte d'inquiétudes alimentées par un possible «Brexit» et les prochains rendez-vous des banques centrales américaine et japonaise. Il y a «une constellation de points d'interrogation sur le marché», dont l'issue du référendum, prévu le 23 juin, sur la sortie ou non du Royaume-Uni de l'Union européenne, échéance qui «se rapproche fortement», explique Xavier de

Villepion, vendeur d'actions de HPC. «Même si les sondages ne sont pas clairs, c'est une situation absolument inédite», poursuit-il. Le secteur financier «est celui qui recule le plus, les banques et les assurances ayant le plus à perdre de l'environnement de taux bas» qui rogne leur rentabilité, relève de son côté Jasper Lawler, analyste chez CMC Markets. A la veille du week-end, la Bourse de Paris a abandonné 2,24%, celle de Francfort cédant 2,52%. Zurich a fini de son côté la journée sur un recul de près de 2%. **AFP**



Auflage	9'510	Ex.
Reichweite	14'000	Leser
Erscheint	5 x woe	
Fläche	8'808	mm ²
Wert	900	CHF

La nouvelle pièce du puzzle européen

Le vote sur le Brexit compliquera les négociations entre Suisse et l'Europe. Quel que soit le choix des Britanniques.

Le Private Banking Day organisé vendredi à Genève a une nouvelle fois montré à quel point il est difficile que quelque chose se crée, se perde ou se transforme dans les relations entre la Suisse et l'Union Européenne. Davantage encore lorsque le prochain vote sur le Brexit vient bouleverser une situation déjà complexe. La solution idéale d'un accord sur les services financiers ne sera pas créée, tant que le Conseil fédéral n'a pas transformé le vote populaire du 9 février 2014 sur l'immigration de masse en solution eurocompatible. Pour cela, les émissaires du SIF, le Secrétariat

nationales, devront soumettre un projet au Parlement en septembre, et donc faire parvenir un texte en commission d'ici mi-août. Ce qui implique d'avoir trouvé un accord avec Bruxelles d'ici fin juillet (une solution unilatérale pourrait être refusée par l'UE).

Or il ne restera seulement qu'un petit mois après le 24 juin, jour du vote sur le Brexit. Car les services de la Commission européenne seront débordés, que les Britanniques décident de rester dans l'Europe ou non. On comprend qu'en attendant, le SIF ne veuille pas perdre de vue l'option bilatérale.



Autor: SEBASTIEN RUCHE

Auflage	9'510	Ex.
Reichweite	14'000	Leser
Erscheint	5 x woe	
Fläche	32'001	mm ²
Wert	3'300	CHF

Le vote sur le Brexit décisif pour la place financière suisse

La Commission européenne n'aura pas de temps à consacrer aux négociations avec la Suisse. Quel que soit le verdict.

SEBASTIEN RUCHE

Le puzzle de l'accès des banques suisses au marché européen s'est enrichi d'une nouvelle pièce, le vote sur une éventuelle sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, le 24 juin prochain. Ce nouvel élément risque de provoquer des réactions en chaîne influençant les discussions sur la libre circulation des personnes et la négociation d'un accord institutionnel. Pour finalement compromettre la possibilité pour la place financière suisse de vendre ses services dans l'Union européenne.

Les intervenants du premier Premier Private Banking Day organisé vendredi à Genève sont pessimistes à propos du Brexit. Mais moins pour le sort du Royaume-Uni et de l'Union européenne, que pour les conséquences du vote sur les déjà complexes négociations entre la Suisse et l'Union européenne. Parmi les invités de cette matinée de réflexion organisée l'Association de Banques Privées Suisses et l'Association de Banques Suisses de Gestion, Christian Lüscher craint une répétition de «l'effet minarets».

Les sondages sur une éventuelle sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne sont très serrés, comme ils l'étaient lors de la votation fédérale sur l'interdiction de la construction de minarets, en novembre 2009. Mais il s'est avéré par la suite que «les gens n'osaient pas dire qu'ils voteraient contre les minarets», et le projet avait été accepté. Le

conseiller national genevois redoute que, cette fois encore, les britanniques interrogés rechignent à affirmer qu'ils voteront en faveur du Brexit.

Si le Brexit l'emporte, l'Union européenne sera accaparée par la négociation de nouveaux traités avec Londres et n'aura plus de temps pour la Suisse. Problème: le scénario est pratiquement identique en cas de refus du Brexit, les instances européennes n'étant alors que modérément moins dans l'urgence.

Or à Berne, le gouvernement fédéral doit présenter une solution au parlement en septembre au plus tard, afin de respecter les délais de deux ans fixés par la votation du 9 février 2014 sur l'immigration de masse. Cette solution devra être donc envoyée en commission mi-août au plus tard, détaille Jacques de Watterville. Et comme elle devra être acceptée par l'UE, les négociations avec Bruxelles devront se terminer fin juillet. Un mois après le vote sur le Brexit...

En attendant, le Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales poursuivra les autres voies explorées avec l'UE: les bilatérales et l'équivalence.

Un exemple de cette équivalence est donné par le projet de loi sur les services et les établissements financiers (LEFin-LEFin), actuellement en phase d'examen par la commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats. Dans son état actuel, le projet n'est «probablement pas euro-compatible», estime Anne Héri-

tier Lachat, l'ex-présidente de la Finma. Mais il pourrait encore évoluer.

De nouvelles informations sur le dossier L.SFin-LEFin ont en effet filtré au cours des discussions de couloir, en marge de la conférence. Le double projet de loi passera au 1er juillet entre les mains du SIF, sous la supervision de Jorg Gasser, qui rejoindra alors le Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales, en provenance du Département fédéral des Finances.

Comme nous le laissons entendre dans notre édition du lundi 6 juin, le texte ne sera pas traité sur le fond lors de la prochaine séance de la CER-E, les 27 et 28 juin prochains. Les députés se concentreront sur la portée des futures lois, pour déterminer si les assureurs et les conseillers en gestion devront y être soumis. Les questions liées aux gérants indépendants (GFI) seront également abordées.

Pour dépasser le blocage actuel (le dossier n'a pas été traité en mai et il fait l'objet de fortes dissensions au sein des GFI), l'administration continue à fournir des éléments de réflexions aux membres de la commission. Plus précisément, des listes d'éléments qui pourraient être intégrés dans la future loi, en particulier concernant la protection des clients et la surveillance des GFI.

Concernant ce dernier point, une nouvelle option semble se dessiner en plus des solutions déjà prévues, qui sont une soumission directe de tous les GFI auprès de la

Finma et la création de deux entités de surveillance privée qui recevraient une délégation de la Finma. Le troisième scénario serait que la Finma elle-même crée deux filiales ou succursales régionales (une dans la partie germanophone et l'autre dans la partie francophone du pays), qui seraient chargées de la supervision des GFI. Cette possibilité attire les inévitables querelles sur son éventuelle efficacité, la composition des éventuels collaborateurs de ces structures (des employés de la Finma ou les futurs ex-collaborateurs des OAR actuels?) et sur les coûts de ce mode de surveillance. ■

Un regard inquiet vers le Royaume-Uni pour les financiers suisses

vendredi, 10.06.2016

Le risque de Brexit et l'accès au marché unique européen constituent les grandes préoccupations qui occupent l'esprit des gestionnaires de fortune suisses.

Les rapports entre la Suisse et l'Union Européenne ont fait l'objet de discussions nourries lors du premier Private Banking Day, à Genève. Une sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne (UE) pourrait handicaper les négociations entre les autorités suisses leurs homologues européennes, essentielles aux yeux des banques privées.

Les intervenants de ce premier rendez-vous se sont montrés plutôt mitigés quant à l'issue du vote de fin juin en Grande-Bretagne. "En cas de Brexit, les incertitudes et la volatilité vont augmenter. Ce sera très pénalisant pour les gérants de fortune", a averti Ariane de Rothschild, directrice générale (CEO) du groupe Edmond de Rothschild lors d'une table ronde.

D'autres ont clairement affiché leur inquiétude, à l'instar d'Ottmar Issing, ancien membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE). "Les gens ont perdu confiance en leurs dirigeants" a-t-il affirmé au cours de son allocution, expliquant que le scrutin britannique se jouera sur l'émotionnel.

Un "oui" au Brexit et les chamboulements qu'il provoquerait feraient passer les négociations entre la Suisse et l'UE au second plan, le partenaire européen se concentrant alors sur le dossier britannique. Or la Confédération est engagée dans une course contre la montre pour se munir d'ici février 2017 d'une loi d'application pour l'initiative dite "contre l'immigration de masse".

Faute d'accord, les autorités helvétiques se verraient obligées d'adopter une clause de sauvegarde unilatérale, qui risque d'être retoquée par Bruxelles et pourrait sonner le glas des bilatérales. Un tel scénario empêcherait tout accord sectoriel sur les services financiers: l'accès au marché communautaire serait alors bloqué et les activités transfrontalières, impossibles.

Divergences internes

"Le risque de devoir transformer le modèle d'affaires et se tourner vers le "on shore" existe. Nous n'aurons pas le temps d'attendre", a expliqué Grégoire Bordier, associé de Bordier & Cie. Une telle délocalisation des activités de gestion de fortune dans des filiales à l'étranger pèserait sur l'emploi et les rentrées fiscales en Suisse, ont rappelé les intervenants à la table ronde.

Sans minimiser les difficultés, le Secrétaire d'Etat aux questions financières internationales Jacques de Watteville a relativisé les conséquences d'un Brexit. "Le 24 juin, la terre continuera de tourner. D'une manière ou d'une autre, on va s'adapter à la nouvelle situation".

La reconnaissance par les autorités européennes de la réglementation suisse en matière d'activités financières a également monopolisé les débats. M. de Watteville, qui conduit les négociations, a regretté que le secteur ne parle pas d'une même voix. Il a notamment évoqué le scepticisme des banques tournées vers le marché indigène, peu motivées à reprendre un droit européen plus contraignant.

Les gestionnaires indépendants freinent également des quatre fers et mènent un lobbying efficace aux Chambres fédérales.

Parmi les solutions envisagées, l'accord global sur les services financiers constitue "la voie royale" pour Anne Héritier Lachat, ancienne présidente de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (Finma). "C'est une solution qui devra franchir beaucoup d'obstacles mais les alternatives me paraissent

plus compliquées", a-t-elle noté. La Suisse pourrait également conclure des accord bilatéraux avec certains pays ou obtenir l'équivalence de sa législation avec le droit européen.

La deuxième édition du Private Banking Day se tiendra en mai 2017 à Zurich. (awp)

Nouvelle option pour la surveillance des GFI

vendredi, 10.06.2016

Le travail en coulisses pour débloquer le dossier. Nouvelle solution pour la surveillance des GFI, basée sur deux filiales régionalisées de la Finma.

Sébastien Ruche

De nouvelles informations sur le dossier LSFIn-LEFin ont filtré au cours des discussions de couloir, en marge du Private Banking Day organisé vendredi à Genève par l'Association de Banques Privées Suisses et l'Association de Banques Suisses de Gestion (compte-rendu dans notre édition de lundi). Actuellement en cours d'examen par la commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats, le double projet de loi sur les services et les établissements financiers passera au 1er juillet entre les mains du SIF, sous la supervision de Jorg Gasser, qui rejoindra alors le Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales, en provenance du Département fédéral des Finances.

Comme nous le laissions entendre dans notre édition du lundi 6 juin, le texte ne sera pas traité sur le fond lors de la prochaine séance de la CER-E, les 27 et 28 juin prochains. Les députés se concentreront sur la portée des futures lois, pour déterminer si les assureurs et les conseillers en gestion devront y être soumis. Les questions liées aux gérants indépendants (GFI) seront également abordées.

Pour dépasser le blocage actuel (le dossier n'a pas été traité en mai et il fait l'objet de fortes dissensions au sein des GFI), l'administration continue à fournir des éléments de réflexions aux membres de la commission. Plus précisément, des listes d'éléments qui pourraient être intégrés dans la future loi, en particulier concernant la protection des clients et la surveillance des GFI.

Concernant ce dernier point, une nouvelle option semble se dessiner en plus des solutions déjà prévues (une soumission directe de tous les GFI auprès de la Finma et la création de deux entités de surveillance privée qui recevrait une délégation de la Finma). Le troisième scénario serait que la Finma elle-même crée deux filiales ou succursales régionales (une dans la partie germanophone et l'autre dans la partie francophone du pays), qui seraient chargées de la supervision des GFI. Cette possibilité attire les inévitables querelles sur son éventuelle efficacité, la composition des éventuels collaborateurs de ces structures (des employés de la Finma ou les futurs ex-collaborateurs des OAR actuels ?) et sur les coûts de ce mode de surveillance.

10 Juin 2016

Une victoire du Brexit se traduirait par un afflux d'argent en Suisse

Par [AFP](#) Un "oui" au Brexit le 23 juin prochain devrait se traduire à un afflux de fonds à gérer en Suisse, traditionnelle terre d'asile pour les capitaux en cas de climat d'incertitude politique.

[Une victoire du Brexit le 23 juin prochain](#) devrait se traduire à un afflux de fonds à gérer en Suisse, traditionnelle terre d'asile pour les capitaux en cas de climat d'incertitude politique, selon les banquiers privés suisses.

Un "oui" à la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE provoquerait un [climat "d'incertitude" en Europe](#), ce qui devrait se traduire par un "afflux de nouveaux fonds à gérer" en provenance d'Europe vers la Suisse, a estimé Grégoire Bordier, vice-président de l'Association des banques privées suisses (ABPS), au cours d'un séminaire à Genève organisé par l'ABPS et l'Association des banques suisses de gestion.

Interrogé sur la manière dont se préparent les banques à cette éventualité, il a répondu qu'il était "très difficile de se préparer à des évènements incertains".

De son côté, Jacques de Watteville, négociateur en chef de la Suisse pour l'Union européenne, a estimé que la Confédération "a tout intérêt que l'Europe aille bien".

Ceci étant, a-t-il ajouté, "la terre continuera à tourner le 24 juin", le lendemain du vote britannique, même en cas de victoire du Brexit.

Actuellement, les négociations entre la Suisse et l'UE sont suspendues à la demande de Bruxelles jusqu'après le référendum du 23 juin, car l'UE craint qu'elles n'influent sur le vote du Brexit.

Pour sa part, le parlementaire Christian Lüscher (libéral), invité à ce séminaire, a indiqué que la tâche du gouvernement suisse était de "tout faire pour que le pays reste un havre de paix et de prospérité", dans un contexte d'Europe troublée par une victoire éventuelle du Brexit.

Selon Otmar Issing, ancien économiste en chef de la Banque centrale européenne et présent à ce séminaire, si le Brexit "gagne, ce serait la première fois que l'intégration européenne recule".

"Ce serait le premier pas en arrière", qui pourrait entraîner d'autres pays sur cette voie, a-t-il ajouté, en précisant qu'il n'était pas très optimiste quant à l'issue du scrutin.

Les électeurs dans le monde ont "perdu confiance dans leurs leaders", ce qui pourrait conduire à court-terme à un G7 avec "Donald Trump, Beppe Grillo, et Boris Johnson" qui mènent des campagnes aux accents populistes aux Etats-Unis, en Italie et au Royaume Uni, assis à une même table, a-t-il estimé.

"Les gens ordinaires au Royaume-Uni ne comprennent pas quand ils entendent que le Brexit" est applaudi ou rejeté par la moitié de la population et ils "votent en conséquence pour Nigel Farage et Boris Johnson", partisans du Brexit, a-t-il conclu.

Swiss bankers see flood of funds from Brexit win

Brexit would cause uncertainty (Il Sole 24 Ore Radiocor Plus) - Zurich, 10 Jun - There will be a flood of funds to Switzerland if UK voters chose to leave the European Union, the so-called Brexit, at the upcoming referendum on June 23, the vice president of the Association of Swiss Private Banks (ASPB) said.

Should a Brexit vote prevail, there will be uncertainty in Europe which will result in a flood of new funds to Switzerland, said Gregoire Bordier who is also a partner at the namesake Swiss private bank, Bordier. Speaking at an event organized by the ABPS and the Association of Swiss Asset and Wealth Management Banks, Bordier said that it will be difficult for the banks to prepare for uncertain events.

Jacques de Watteville, Switzerland's state secretary for international finance and chief negotiator in talks with the European Union, said that his country hopes that the UK will remain in Europe but noted that the world will continue even if Brexit should win.

Currently, negotiations between Switzerland and the EU are suspended at the request of Brussels until after the June 23 referendum, as the EU is concerned that they could influence the Brexit vote.

At the seminar, former European Central Bank chief economist Otmar Issing pointed out that should the UK chose to leave the EU, it would be the first step backwards in the European integration process and that this could push other countries to consider leaving the bloc.

A24-Zap

(RADIOCOR) 10-06-16 15:41:07 (0397) 5 NNNN



Schweiz-EU: Einseitige Schutzklausel laut De Watteville schlecht für Wirtschaft

Genf (awp/sda) - Die Schweizer Wirtschaft würde leiden, wenn die Schweiz eine einseitige Schutzklausel zur Umsetzung der Masseneinwanderungsinitiative verhängen würde. Im Falle eines Brexit wäre laut dem Schweizer Chefunterhändler Jacques de Watteville eine Einigung mit der EU in diesem Sommer unwahrscheinlich.

10.06.2016 17:29

Am Tag des Private Banking in Genf hat der Chefunterhändler am Freitag nicht die Schwierigkeit der Lage verhehlt. Ein Zugang zum europäischen Finanzmarkt wäre viel einfacher mit einem globalen Abkommen, für das ein institutionelles Rahmenabkommen mit der EU Bedingung wäre. Und dieses Rahmenabkommen hänge wiederum von einer Lösung der Blockade durch die Masseneinwanderungsinitiative ab.

Es werde möglicherweise keine Kontingente geben in der Umsetzung der Masseneinwanderungsinitiative, sagte de Watteville. Das Ziel sei, mit den 28 EU-Staaten eine Schutzklausel auszuhandeln bis zur Umsetzung der Masseneinwanderungsinitiative im Februar 2017.

Das aktuelle Gesetzesprojekt des Bundesrates biete keine Rechtssicherheit und biete der Schweiz keinen Schutz vor Retorsionsmassnahmen gegen die hiesige Wirtschaft. Zudem würden einige Abkommen mit der EU in Frage gestellt. Laut de Watteville wäre es paradox, im Moment der Einweihung des neuen Gotthard-Basistunnels das Transitabkommen zu suspendieren.

Die Unsicherheit gefiel den Privatbankiers nicht, von denen einige nicht ausschliessen wollten, dass es zu Stellenverlagerungen kommen könnte. "Wir wollen die Arbeitsplätze, das Know-how und die Steuereinnahmen" in dieser Branche erhalten, sagte de Watteville. Aber die Debatte bis zum Brexit-Votum am 23. Juni störe die Gespräche.

MEHR UNSICHERHEIT

Ein Brexit würde die Unsicherheit verschärfen und könnte Auswirkungen auf den Frankenkurs haben, warnte der Chefunterhändler. Ein Austritt der Briten aus der EU würde die Volatilität für die Privatbanken erhöhen, die bereits Schwierigkeiten hätten, die Gelder ihrer Kunden gewinnbringend anzulegen, sagte die Präsidentin der Bank Edmond de Rothschild, Ariane de Rothschild.

Ihre Bank habe mehrere Einheiten in Europa, um die Restriktionen beim Marktzugang zu umgehen. Das funktioniere, sei aber ungeheuer schwerfällig.

Laut dem Privatbankier Grégoire Bordier können die Schweizer Banken wegen der Unsicherheit in der EU kurzfristig mit dem Zustrom von Vermögen rechnen. Umsomehr, als die Leute kein Vertrauen mehr in die Führungspersonen der EU hätten, sagte das ehemalige Direktoriumsmitglied der Europäischen Zentralbank, Otmar Issing.

Aber diese Zuflüsse im Zusammenhang mit dem Brexit würden nicht lang anhalten, sagte Bordier. Dennoch waren sich alle Akteure einig, dass die Schweiz in den nächsten Jahren ihren Platz als Nummer eins der Vermögensverwaltung behaupten werde. "Mit oder ohne Abkommen mit der EU", sagte de Watteville.

OHNE RESTRIKTIONEN

Aber die Banken müssen ihre Dienstleistungen weiterhin ohne Restriktionen anbieten können, sagte der Präsident der Vereinigung Schweizerischer Privatbanken (VSPB), Yves Mirabaud: Die Zustimmung zur Masseneinwanderungsinitiative hat "die Bedingungen zur Ausübung unseres Berufs selbst in der Schweiz unsicher gemacht".

Der Tag des Private Banking wurde von der VSPB und der Vereinigung Schweizerischer Assetmanagement- und Vermögensverwaltungsbanken (VAV) durchgeführt. Beide Verbände umfassen 37 Banken mit insgesamt 23'000 Mitarbeitern und einem verwalteten Vermögen von 1700 Milliarden Franken.

cf

(AWP)



Brexit: Schweizer Privatbanken hoffen auf Kapitalflut

Von: [EurActiv mit AFP](#)

13. Juni 2016 (aktualisiert: 13. Juni 2016)

Die Schweizer Privatbanken sehen in einem möglichen EU-Austritt Großbritanniens Chancen für ihre Geschäfte.

Sollten die Briten einem Brexit zustimmen, werde die daraus resultierende Unsicherheit in Europa für einen „Zustrom an neuem Kapital“ in die Schweizer Geldhäuser sorgen, sagte Grégoire Bordier von der Vereinigung Schweizerischer Privatbanken (ABPS) am Freitag in Genf. Die eidgenössischen Banken könnten sich aber wegen der Unwägbarkeiten auf das Szenario nur schwer vorbereiten.

Der Schweizer EU-Chefunterhändler Jacques de Watteville betonte, die Schweiz habe „großes Interesse am Wohlergehen Europas“. Allerdings werde sich die Welt auch nach dem Referendum in Großbritannien am 23. Juni weiterdrehen. Die Verhandlungen zwischen der Schweiz und der EU über die Zuwanderung liegen momentan auf Eis, da Brüssel dadurch eine Beeinflussung des Referendums in Großbritannien befürchtet. Die Schweizer hatten in einer Volksabstimmung 2014 Quoten für Einwanderer gefordert – die Regierung muss deshalb über Änderungen des Freizügigkeitsabkommens mit der EU beraten.

Hintergrund

Der britische Premierminister David Cameron versprach vor seiner Wiederwahl im Mai 2015, die EU-Mitgliedschaftsbedingungen Großbritanniens neu zu verhandeln. Viele seiner Reformforderungen wurden beim EU-Ratstreffen im Februar 2016 anerkannt.

Seit Abschluss des Reform-Deals wirbt Cameron nun für den Verbleib in der EU, über den die Briten am 23. Juni in einem Referendum abstimmen werden. Im Falle eines Nein-Votums stünde dem Vereinigten Königreich der Austritt aus der EU – der sogenannte Brexit – bevor.

Wie läuft die Abstimmung ab?

Die Frage auf den Abstimmungszetteln lautet: "Sollte das Vereinigte Königreich ein Mitglied der Europäischen Union bleiben oder die Europäische Union verlassen?". Eine der beiden Optionen kann angekreuzt werden. Die Wahllokale sind am 23. Juni von 7.00 Uhr morgens bis 23.00 Uhr abends (Ortszeit) geöffnet.

Wie stehen die Umfragen?

Der Ausgang gilt als offen. Nach den letzten sechs Umfragen kamen die Anhänger eines EU-Verbleibs zusammengerechnet auf 51 Prozent, die Gegner auf 49 Prozent. Zwei Meinungsumfragen vom Dienstag sahen zuletzt die Brexit-Befürworter mit 47 Prozent beziehungsweise 45 Prozent vorn. Bis zu 13 Prozent waren allerdings noch unentschieden.

Was passiert, wenn die Briten in der EU bleiben?

Premier David Cameron hat von seinen EU-Kollegen eine Reihe von Zusagen erhalten, die in Kraft gesetzt werden, wenn Großbritannien Teil der Union bleibt. Dazu gehören die Möglichkeit zur Kürzung von Sozialleistungen für EU-Ausländer, Initiativen zur Stärkung der Wettbewerbsfähigkeit sowie ein stärkeres Einspruchsrecht nationaler Parlamente gegen EU-Vorhaben.

Wären die Briten bei einem "Brexit" schon am 24. Juni nicht mehr EU-Mitglied?

Nein. Nach Artikel 50 des EU-Vertrages handeln beide Seiten zunächst die Einzelheiten des Austritts aus. Dafür ist eine Frist von zwei Jahren gesetzt, die aber verlängert werden kann. Am Ende müsste das Austrittsabkommen durch die verbliebenen Mitgliedstaaten und das Europaparlament gebilligt werden.

Hat die EU einen Plan B(rexit)?

Offiziell nicht: "Es gibt keinen Plan B", erklärt die EU-Kommission regelmäßig. Nach Angaben aus EU-Kreisen gab es aber schon vertrauliche Treffen mit den Mitgliedstaaten, um auf den Ernstfall vorbereitet zu sein. Für die Rechtsabteilung der EU-Kommission wurde für Juli eine Urlaubssperre verhängt.

Wie könnten die künftigen Beziehungen zur EU aussehen?

Großbritannien ist der Zugang zum EU-Binnenmarkt wichtig - die britische Regierung dürfte deshalb nach einem Austrittsvotum versuchen, diesen so weit wie möglich zu erhalten. Eine Möglichkeit wäre ein Beitritt zum Europäischen Wirtschaftsraum (EWR) nach dem Vorbild Norwegens. Alternativ könnte London wie die Schweiz einen Marktzugang über gesonderte Abkommen aushandeln.

Was wären mögliche innenpolitische Folgen?

Cameron hat sein Schicksal de facto mit dem Verbleib in der EU verknüpft. Entscheiden sich die Briten dagegen, dürfte der konservative Premier kaum zu halten sein. In britischen Wettbüros wird der "Brexit"-Befürworter und Londoner Ex-Bürgermeister Boris Johnson als Favorit für die Nachfolge gehandelt. Die Schotten könnten ihrerseits ein neues Referendum über die Abspaltung von Großbritannien ansetzen - denn sie wollen mehrheitlich in der EU bleiben.

Was würde der Brexit wirtschaftlich für Großbritannien bedeuten?

Der Internationale Währungsfonds (IWF) warnt vor einer Rezession. Für die Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung (OECD) würde Großbritannien der EU-Austritt bis 2020 mehr als drei Prozent und bis 2030 rund fünf Prozent seiner Wirtschaftsleistung kosten.

Würde auch die EU-Wirtschaft leiden?

Ja. Großbritannien ist die zweitgrößte EU-Volkswirtschaft, die Handelsbeziehungen zu den anderen Mitgliedstaaten sind eng. Eine Studie des Kreditversicherers Euler Hermes sagt allein für die deutsche Exportwirtschaft bis 2019 Einbußen von 6,8 Milliarden Euro voraus. Die OECD warnt auch vor "Finanzmarktschocks".

Droht ein Dominoeffekt in der EU?

Viele befürchten, dass ein Erfolg der Brexit-Befürworter Nachahmer finden könnte. Euroskeptische Parteien sind in mehreren EU-Ländern im Aufwind. EU-Kommissionspräsident Jean-Claude Juncker sagte jüngst, er könne "nicht ausschließen, dass der britische Ausstieg Lust auf mehr machen würde in anderen Ländern"

10.06.2016 17:30:37

Schweiz-EU: Einseitige Schutzklausel laut De Watteville schlecht für Wirtschaft

Genf (awp/sda) - Die Schweizer Wirtschaft würde leiden, wenn die Schweiz eine einseitige Schutzklausel zur Umsetzung der Masseneinwanderungsinitiative verhängen würde. Im Falle eines Brexit wäre laut dem Schweizer Chefunterhändler Jacques de Watteville eine Einigung mit der EU in diesem Sommer unwahrscheinlich.

Am Tag des Private Banking in Genf hat der Chefunterhändler am Freitag nicht die Schwierigkeit der Lage verhehlt. Ein Zugang zum europäischen Finanzmarkt wäre viel einfacher mit einem globalen Abkommen, für das ein institutionelles Rahmenabkommen mit der EU Bedingung wäre. Und dieses Rahmenabkommen hänge wiederum von einer Lösung der Blockade durch die Masseneinwanderungsinitiative ab.

Es werde möglicherweise keine Kontingente geben in der Umsetzung der Masseneinwanderungsinitiative, sagte de Watteville. Das Ziel sei, mit den 28 EU-Staaten eine Schutzklausel auszuhandeln bis zur Umsetzung der Masseneinwanderungsinitiative im Februar 2017.

Das aktuelle Gesetzesprojekt des Bundesrates biete keine Rechtssicherheit und biete der Schweiz keinen Schutz vor Retorsionsmassnahmen gegen die hiesige Wirtschaft. Zudem würden einige Abkommen mit der EU in Frage gestellt. Laut de Watteville wäre es paradox, im Moment der Einweihung des neuen Gotthard-Basistunnels das Transitabkommen zu suspendieren.

Die Unsicherheit gefiel den Privatbankiers nicht, von denen einige nicht ausschliessen wollten, dass es zu Stellenverlagerungen kommen könnte. "Wir wollen die Arbeitsplätze, das Know-how und die Steuereinnahmen" in dieser Branche erhalten, sagte de Watteville. Aber die Debatte bis zum Brexit-Votum am 23. Juni störe die Gespräche.

MEHR UNSICHERHEIT

Ein Brexit würde die Unsicherheit verschärfen und könnte Auswirkungen auf den Frankenkurs haben, warnte der Chefunterhändler. Ein Austritt der Briten aus der EU würde die Volatilität für die Privatbanken erhöhen, die bereits Schwierigkeiten hätten, die Gelder ihrer Kunden gewinnbringend anzulegen, sagte die Präsidentin der Bank Edmond de Rothschild, Ariane de Rothschild.

Ihre Bank habe mehrere Einheiten in Europa, um die Restriktionen beim Marktzugang zu umgehen. Das funktioniere, sei aber ungeheuer schwerfällig.

Laut dem Privatbankier Grégoire Bordier können die Schweizer Banken wegen der Unsicherheit in der EU kurzfristig mit dem Zustrom von Vermögen rechnen. Umsomehr, als die Leute kein Vertrauen mehr in die Führungspersonen der EU hätten, sagte das ehemalige Direktoriumsmitglied der Europäischen Zentralbank, Otmar Issing.

Aber diese Zuflüsse im Zusammenhang mit dem Brexit würden nicht lang anhalten, sagte Bordier. Dennoch waren sich alle Akteure einig, dass die Schweiz in den nächsten Jahren ihren Platz als Nummer eins der Vermögensverwaltung behaupten werde. "Mit oder ohne Abkommen mit der EU", sagte de Watteville.

OHNE RESTRIKTIONEN

Aber die Banken müssen ihre Dienstleistungen weiterhin ohne Restriktionen anbieten können, sagte der Präsident der Vereinigung Schweizerischer Privatbanken (VSPB), Yves Mirabaud: Die Zustimmung zur

Masseneinwanderungsinitiative hat "die Bedingungen zur Ausübung unseres Berufs selbst in der Schweiz unsicher gemacht".

Der Tag des Private Banking wurde von der VSPB und der Vereinigung Schweizerischer Assetmanagement- und Vermögensverwaltungsbanken (VAV) durchgeführt. Beide Verbände umfassen 37 Banken mit insgesamt 23'000 Mitarbeitern und einem verwalteten Vermögen von 1700 Milliarden Franken.

cf



Autor: SÉBASTIEN DU BAS

Auflage	36'802	Ex.
Reichweite	102'000	Leser
Erscheint	6 x woe	
Fläche	25'150	mm ²
Wert	2'600	CHF

Les banquiers privés s'unissent pour l'accès au marché européen

CONFÉRENCE Les membres de deux principales associations bancaires ont rappelé vendredi l'importance de la clientèle étrangère pour la place suisse

SEBASTIEN DUBAS

@sebubas

L'accès au marché européen, encore et toujours. Les neuf membres de l'Association de banques privées suisses (ABPS) et les 27 de l'Association de banques suisses de gestion (ABG) s'étaient donné rendez-vous vendredi matin à La Cité du Temps, au cœur de Genève, pour le premier «Private Banking Day». Si l'événement, appelé à se répéter chaque année, était inédit, le discours, lui, était bien rodé.

Yves Mirabaud, président de l'ABPS, a commencé par rappeler l'importance de la clientèle étrangère, et en particulier européenne, pour les banques suisses: «En 2014, les avoirs étrangers gérés depuis la Suisse se montaient à quelque 2400 milliards de francs, dont 40% proviennent de l'Union européenne (UE)», a-t-il expliqué. Avant de prévenir: «Notre succès futur dépend donc de la capacité de la Suisse à se garantir un accès sans restriction aux marchés étrangers, accès que la Suisse offre déjà à ces pays, il n'est pas inutile de le souligner.»

Deux heures plus tard, au moment du discours de clôture, le ton de Boris Collardi, directeur général de Julius Baer et président de l'ABG, était le même. «Aussi bien le grand public que le monde politique n'ont pas encore suffisamment réalisé qu'en tant que secteur d'exporta-

tion, nous sommes logés à la même enseigne que l'industrie horlogère, touristique et des machines», a-t-il insisté.

Louanges pour le travail de Jacques de Watteville

Entre-temps, deux invités «vedettes» s'étaient exprimés devant un parterre de banquiers privés, d'hommes politiques, tel que le nouveau maire de Genève Guillaume Barazzone, de diplomates et de journalistes. Otmar Issing, ancien chef économiste et membre du directoire de la Banque centrale européenne, et Jacques de Watteville. Ce dernier, qui rendra son tablier de secrétaire d'Etat aux questions financières internationales à la fin du mois de juin, a le mieux résumé l'importance de l'accès au marché européen pour les établissements financiers suisses: «Pourquoi voulez-vous qu'un client scandinave fasse 1000 kilomètres pour venir voir son banquier dès lors qu'il n'y a plus de discrétion totale pour le justifier?»

En 2014, les avoirs étrangers gérés depuis la Suisse se montaient à 2400 milliards de francs

Loué pour ses compétences – «il a contribué durant son mandat de trois ans à normaliser les relations avec l'Union européenne», a dit de lui Yves Mirabaud – Jacques de Wat-

teville a ensuite rendu hommage à ses hôtes, les acteurs de la place financière, qui «ont su s'adapter aux importantes mutations qui ont eu lieu depuis 2008». Mais il les a aussi prévenus que les négociations avec Bruxelles seraient compliquées et qu'un accord institutionnel, même s'il reste «l'objectif à moyen terme», était encore très lointain. «En cas de Brexit, la Suisse risque bien de se retrouver dans le frigidaire de l'Europe», a-t-il par ailleurs souligné, faisant allusion au référendum qui se tiendra en Grande-Bretagne le 23 juin.

Un successeur attendu de pied ferme

Après une table ronde entre Ariane de Rothschild, Jacques de Watteville, Grégoire Bordier, Anne Héritier Lachat et Christian Lüscher, Boris Collardi a donc clos les débats en rappelant «qu'il faisait confiance au Conseil fédéral, au parlement et à Jacques de Watteville pour parvenir à une solution qui aille dans le sens du peuple tout en respectant les intérêts de l'économie».

Il en a profité pour présenter à la salle Jörg Gasser, qui remplacera Jacques de Watteville à partir du 1er juillet. Une façon aussi pour le directeur de Julius Baer de lui rappeler que les attentes sont désormais grandes autour de lui. La prochaine édition du «Private Banking Day» aura lieu en mai 2017 à Zurich. On verra alors s'il obtient le même succès que son prédécesseur à l'applaudimètre. ■

L'argent pourrait affluer en Suisse en cas de victoire du Brexit

Une victoire du Brexit le 23 juin prochain devrait se traduire par un afflux de fonds à gérer en Suisse, selon plusieurs banquiers privés suisses

AFP Publié vendredi 10 juin 2016 à 17:34.

Au cours d'un séminaire à Genève, organisé par l'Association des banques privées suisses (ABPS) et l'Association des banques suisses de gestion, Grégoire Bordier, associé de la banque Bordier et vice-président de l'ABPS, a estimé qu'en cas de «oui» au référendum sur une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, il y aurait un climat «d'incertitude» en Europe, ce qui devrait se traduire par un «afflux de nouveaux fonds à gérer» en Suisse. Interrogé sur la manière dont se préparent les banques à cet événement, il a répondu qu'il était «très difficile de se préparer à des événements incertains».

De son côté, Jacques de Watteville, négociateur en chef de la Suisse pour l'Union européenne, a estimé que la Confédération avait «tout intérêt à ce que l'Europe aille bien». Cela étant, a-t-il ajouté, «la terre continuera à tourner le 24 juin», le lendemain du vote britannique, même en cas de victoire du Brexit.

Si le Brexit gagne, ce serait la première fois que l'intégration européenne recule

Actuellement, les négociations entre la Suisse et l'UE sont suspendues à la demande de Bruxelles jusqu'après le référendum du 23 juin, car l'UE craint qu'elles n'influent sur le vote du Brexit.

Leaders désavoués

Pour sa part, Christian Lüscher, invité à ce séminaire, a indiqué que la tâche du gouvernement suisse était de «tout faire pour que le pays reste un havre de paix et de prospérité». Selon Otmar Issing, ancien économiste en chef de la Banque centrale européenne et invité à ce séminaire, si le Brexit «gagne, ce serait la première fois que l'intégration européenne recule». «Ce serait le premier pas en arrière» qui pourrait entraîner d'autres pays sur cette voie, a-t-il ajouté, peu optimiste quant à l'issue du scrutin.

Selon lui, les électeurs dans le monde ont «perdu confiance dans leurs leaders», ce qui pourrait conduire à court terme à un G7 avec «Donald Trump, Beppe Grillo, et Boris Johnson» assis à une même table. «Les gens ordinaires au Royaume-Uni ne comprennent pas quand ils entendent que le Brexit» est applaudi ou rejeté par la moitié de la population et ils «votent en conséquence pour Nigel Farage et Boris Johnson», partisans du Brexit, a-t-il conclu.

Une clause unilatérale mauvaise pour l'économie (de Watteville)

L'économie suisse souffrirait d'une clause de sauvegarde unilatérale contre l'immigration de masse. En cas de Brexit, Jacques de Watteville a estimé vendredi devant les banquiers privés un accord cet été avec l'UE improbable.

A quelques semaines de son départ, le secrétaire d'Etat aux questions financières internationales, qui restera en charge des négociations avec l'UE, ne cache pas la difficulté de la situation. Un accès au marché financier européen resterait plus facile avec un accord global, conditionné à un accord institutionnel avec l'UE qui lui-même dépendra d'une résolution du blocage après le vote contre l'immigration de masse.

Dans la mise en oeuvre de cette initiative début 2017, l'objectif suisse est d'atteindre une clause de sauvegarde négociée avec les Vingt-Huit. Avec une telle solution, "il n'y aura pas de contingents", a dit le secrétaire d'Etat à Genève lors de la première Journée de la banque privée.

Le projet de loi actuel du Conseil fédéral n'offre pas de sécurité juridique et ne met pas la Suisse "à l'abri de mesures de rétorsion pour l'économie" et de la remise en cause de certains accords. Le secrétaire d'Etat trouverait toutefois "paradoxal qu'au moment où on inaugure le tunnel du Gothard, on suspende l'accord sur le transit".

Davantage de volatilité

Une incertitude qui ne satisfait pas les banquiers privés dont certains ne garantissent pas de ne pas devoir recourir à des délocalisations. "Nous voulons conserver les places de travail, le savoir-faire et les rentrées fiscales" de ce secteur, affiche clairement M. de Watteville. Mais le débat jusqu'au vote du 23 juin en Grande-Bretagne perturbe les discussions.

Un Brexit accentuerait l'insécurité et pourrait avoir un impact sur le franc, met en garde le secrétaire d'Etat. Il augmenterait la volatilité pour des banques privées qui font face déjà à la difficulté pour les clients d'investir depuis début janvier, renchérit la présidente de la Banque Edmond de Rothschild, Ariane de Rothschild.

Et son groupe dispose de plusieurs entités en Europe pour contourner les restrictions à l'accès au marché. "Cela fonctionne mais c'est extrêmement lourd économiquement".

Selon l'associé chez Bordier, Grégoire Bordier, les banques suisses peuvent s'attendre à attirer davantage de fonds "à court terme" en raison de l'incertitude dans l'UE. D'autant plus que "les gens n'ont plus confiance dans leurs dirigeants" dans l'UE, estime l'ancien membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE) Otmar Issing.

1700 milliards de francs

Mais cette attractivité suisse liée au Brexit ne durera pas, ajoute M. Bordier. Pour autant, tous les acteurs estiment que la Suisse devrait conserver dans les prochaines années sa place de numéro un en termes de gestion de fortune. "Avec ou sans accord" avec l'UE, ajoute M. de Watteville.

Mais les banques doivent pouvoir "continuer à proposer sans restrictions" leurs prestations à l'étranger, selon le président de l'Association de Banques privées suisses (ABPS) Yves Mirabaud. Le vote contre

l'immigration de masse a "rendu incertaines les conditions pour la pratique de notre métier en Suisse même".

Les banquiers doivent resserrer les liens avec le monde politique. Mais la Suisse doit en retour améliorer la promotion de sa place financière à l'étranger, estime le président de l'Association de Banques suisses de gestion (ABG) et patron de Julius Baer Boris Collardi.

Cette première Journée de la banque privée était organisée par l'ABPS et l'ABG. La prochaine aura lieu en mai 2017 à Zurich. A elles deux, les deux associations totalisent 37 banques qui emploient 23'000 collaborateurs et gèrent 1700 milliards de francs.

(ats / 10.06.2016 18h29)

Immigrazione: improbabile rapido accordo con Ue

10 giugno 2016 - 16:34

In caso di successo del referendum Brexit sull'uscita del Regno Unito dall'Unione Europea è improbabile che la Svizzera giunga rapidamente a un accordo con l'Ue sullo scottante tema dell'immigrazione di massa.

L'economia elvetica dovrà quindi accontentarsi di una clausola di salvaguardia unilaterale. Lo ha sostenuto oggi a Ginevra, in occasione del Private Banking Day, il segretario di Stato alle questioni finanziarie internazionali Jacques de Watteville.

A qualche settimana dal suo pensionamento, de Watteville - che continuerà tuttavia a ricoprire la carica di capo negoziatore per tutte le trattative con l'Unione europea in seno al Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE) - non ha nascosto la difficoltà della situazione. Un accordo globale con l'Ue renderebbe più facile l'accesso al mercato finanziario europeo, ha aggiunto.

In ogni caso "non ci saranno contingenti" nell'attuazione dell'iniziativa "contro l'immigrazione di massa", ha garantito de Watteville. L'obiettivo è ottenere una clausola di salvaguardia negoziata con i Ventotto entro l'applicazione costituzionale fissata per il 9 febbraio 2017.

Il progetto di legge attuale del Consiglio federale non offre sicurezza giuridica e non pone la Svizzera "al riparo da misure di ritorsione per l'economia" e dalla rimessa in causa di alcuni accordi. Sarebbe tuttavia "paradossale", secondo il segretario di Stato, che "al momento in cui si inaugura la galleria del San Gottardo si sospendesse l'accordo sul transito".

Un'incertezza che non soddisfa i banchieri privati elvetici, che non escludono di dover essere costretti a ricorrere a delocalizzazioni. "Vogliamo conservare i posti di lavoro, le conoscenze tecniche e gli introiti fiscali" di questo settore, ha sottolineato de Watteville, ammettendo tuttavia che il dibattito in vista del voto del 23 giugno in Gran Bretagna non facilita le cose. Una Brexit accentuerebbe l'insicurezza e potrebbe avere un impatto sul franco, ha messo in guardia il segretario di Stato.

sda-ats



GINEVRA

10/06/2016 - 16:32

De Watteville: «La clausola unilaterale? Pessima per l'economia»

Lo ha sostenuto oggi a Ginevra il segretario di Stato alle questioni finanziarie internazionali in occasione del Private Banking Day

GINEVRA - In caso di successo del referendum Brexit sull'uscita del Regno Unito dall'Unione Europea è improbabile che la Svizzera giunga rapidamente a un accordo con l'Ue sullo scottante tema dell'immigrazione di massa: l'economia elvetica dovrà quindi accontentarsi di una clausola di salvaguardia unilaterale. Lo ha sostenuto oggi a Ginevra, in occasione del Private Banking Day, il segretario di Stato alle questioni finanziarie internazionali Jacques de Watteville.

A qualche settimana dal suo pensionamento, de Watteville - che continuerà tuttavia a ricoprire la carica di capo negoziatore per tutte le trattative con l'Unione europea in seno al Dipartimento federale degli affari esteri (DFAE) - non ha nascosto la difficoltà della situazione. Un accordo globale con l'Ue renderebbe più facile l'accesso al mercato finanziario europeo, ha aggiunto.

In ogni caso "non ci saranno contingenti" nell'attuazione dell'iniziativa "contro l'immigrazione di massa", ha garantito de Watteville. L'obiettivo è ottenere una clausola di salvaguardia negoziata con i Ventotto entro l'applicazione costituzionale fissata per il 9 febbraio 2017.

Il progetto di legge attuale del Consiglio federale non offre sicurezza giuridica e non pone la Svizzera "al riparo da misure di ritorsione per l'economia" e dalla rimessa in causa di alcuni accordi. Sarebbe tuttavia "paradossale", secondo il segretario di Stato, che "al momento in cui si inaugura la galleria del San Gottardo si sospendesse l'accordo sul transito".

Un'incertezza che non soddisfa i banchieri privati elvetici, che non escludono di dover essere costretti a ricorrere a delocalizzazioni. "Vogliamo conservare i posti di lavoro, le conoscenze tecniche e gli introiti fiscali" di questo settore, ha sottolineato de Watteville, ammettendo tuttavia che il dibattito in vista del voto del 23 giugno in Gran Bretagna non facilita le cose. Un Brexit accentuerebbe l'insicurezza e potrebbe avere un impatto sul franco, ha messo in guardia il segretario di Stato.



Autor: Roland Rossier

Auflage 41'213 Ex.
Reichweite 120'000 Leser
Erscheint 6 x woe
Fläche 29'012 mm²
Wert 3'100 CHF

Le Brexit, une inquiétude pour les banquiers privés

Si le Royaume-Uni devait quitter l'union européenne, de nouvelles incertitudes pèseraient sur la place financière

Roland Rossier

Après des années de bras de fer avec les Etats-Unis et plusieurs pays européens, le calme était revenu au sein de la place financière helvétique. Ses établissements privés pouvaient enfin se consacrer davantage à développer des modèles d'affaires tenant compte de l'échange automatique d'informations à des fins fiscales. Avec deux dates butoir: le 1er janvier 2017 pour récolter les renseignements et le 1er janvier 2018 pour les échanger avec une quarantaine de pays.

Impact redouté sur le franc

Mais le vote britannique du 23 juin s'est invité au sein de la place financière. Hier à Genève, le Brexit était ainsi sur toutes les lèvres dans le cadre du premier Private Banking Day organisé conjointement par la nouvelle ABPS (Association de banques privées suisses) et l'ABG (Association de banques suisses de gestion).

Si des mouvements de fonds ou d'activités peuvent - dans un premier temps - migrer de Londres vers Zurich ou Genève, un Brexit représenterait à coup sûr une mauvaise nouvelle pour la Suisse et sa place bancaire dans un monde financier très intercon-

necté. «Cela pourrait accroître les incertitudes et déboucher sur un effet domino», a résumé Jacques de Watteville, secrétaire d'Etat - jusqu'à la fin du mois - aux questions financières internationales, et négociateur en chef avec l'Union européenne. Le diplomate a évoqué la Suède et le Danemark. Il a aussi souligné «l'impact probable sur le franc», valeur refuge, même si «la Terre continuera de tourner le 24 juin», après le vote britannique.

Cinquième pays touché

Selon une enquête de l'agence de notation Standard & Poor's, la Suisse serait d'ailleurs le cinquième pays européen le plus impacté par le Brexit, après l'Irlande, Malte, le Luxembourg et Chypre. Une possible contagion «europhobe» introduirait des incertitudes chez de nombreux clients, sans savoir lesquels pourraient décider de faire gérer leurs

fonds en Suisse.

Président de l'ABPS, Yves Miraud a rappelé de son côté que, en 2014, «les avoirs étrangers gérés depuis la Suisse s'élevaient à quelque 2400 milliards de francs, dont 40% provenant de l'Union européenne». La Suisse reste très liée à l'Europe. Jacques de Watteville a ainsi rappelé que «pour la Suisse, l'Europe est vitale mais, pour l'Europe, la Suisse n'est pas vitale».

Par ailleurs, la cherté du franc pèse déjà sur cette branche «exportatrice» qu'est la banque puisque les 37 établissements des deux associations supportent des salaires en francs, alors qu'ils engrangent une partie de leurs revenus dans d'autres monnaies. Sans compter que 14 500 des 23 000 collaborateurs de l'ABPS et l'ABG se trouvent en Suisse. Les taux négatifs pratiqués par la BNS représentent aussi un handicap pour ces établissements particulièrement représentés à Genève.

Tourmente britannique en Bourse

Les Bourses européennes ont terminé en forte chute vendredi - abandonnant entre 2 et plus de 3% selon les places - dans un contexte d'inquiétudes alimentées par un possible «Brexit» et les prochains rendez-vous des banques centrales américaine et japonaise. Il y a «une constellation de points d'interrogation sur le marché», dont l'issue du référendum, prévu le 23 juin, sur la sortie ou non du Royaume-Uni de l'Union européenne, échéance qui «se rapproche fortement», explique Xavier de Villepion,

vendeur d'actions de HPC.

«Même si les sondages ne sont pas clairs, c'est une situation absolument inédite», poursuit-il. Le secteur financier «est celui qui recule le plus, les banques et les assurances ayant le plus à perdre de l'environnement de taux bas» qui rogne leur rentabilité, relève de son côté Jasper Lawler, analyste chez CMC Markets. A la veille du week-end, la Bourse de Paris a abandonné 2,24%, celle de Francfort cédant 2,52%. Zurich a fini de son côté la journée sur un recul de près de 2%. **AFP**